

Organisations professionnelles et formation des populations agricoles et rurales.

Bamako, 25 au 27 Novembre 2010

Coûts et financements de la formation professionnelle

Boubakar SAVADOGO. Consultant. Directeur AKILIA.
09 BP 517 Ouagadougou 09 Burkina Faso. Tel: 00 226 70 23 16 73
bsavadogo@yahoo.fr

Contexte

- Documents de travail, AFD

N°88, octobre 2009: Les coûts de formation et d'insertion professionnelles. Conclusions d'une enquête terrain en Côte d'Ivoire.

N°98, août 2010: Les coûts de formation et d'insertion professionnelles. Conclusions d'une enquête terrain au Burkina Faso.

Richard Walther, Boubakar Savadogo en partenariat avec le pôle de Dakar UNESCO/BREDA

Contexte

- Les dispositifs d'EFTP reçoivent en moyenne entre 5 et 8% des jeunes en quête de formation en Afrique au Sud du Sahara (ASS).
- La demande sociale est très forte en terme de scolarisation, de qualification et d'insertion

Contexte

- **Togo**
- (2009) 5,8 millions d'habitants; un taux de croissance: 2,5% par an;
- 55% de moins de 25 ans et 58% de ruraux.
- TBS au secondaire de 58% au 1^{er} cycle et 21% au 2nd cycle.
- Effectif EFTP (2007) 464 apprenants pour 100 000 habitants dans l'EFTP contre 638 /100 000 habitants dans le supérieur alors que la répartition des sortants du système éducatif sur le marché du travail est le suivant : du 11% trouvent un emploi dans le formel, 82% dans l'informel.
- (2008) budget public EFTP: 7,7% (1,05% du budget de l'Etat) du budget global de l'éducation (16% du budget de l'Etat).

Contexte

- **Sénégal**
- (2008) 12,2 millions d'habitants dont 60% de jeunes.
- taux de croissance démographique annuel de 2,6% ;
- marché de l'emploi dominé par le secteur informel (2,5% d'emplois formels dans le privé).
- Système éducatif : 58,4 % achèvement du primaire ;
- 22 % de solarisation moyenne sur les cinq dernières années pour le secondaire.
- (2009) : effectif de l'EFTP 6,44% des jeunes.
- budget public EFTP: 8,21% du budget global de l'éducation.

Contexte

- **Mali**
- (2008) 13,3 millions d'habitants; taux de croissance de 3,03% par an. 51% des maliens ont moins de 15 ans; 68% vit en milieu rural.
- taux d'achèvement du 1er cycle de l'enseignement: 54% et 34% au 2nd cycle .
- Effectif EFTP 504 pour 100 000 habitants en 2008.
- Budget consacré à l'EFTP : 9% du budget global de l'éducation en 2008.

Contexte

- **Guinée Bissau**
- (2009) 1,5 millions d'habitants; taux de croissance de 2,9% par an, 65% de moins de 25 ans, 63% de ruraux.
- Taux d'achèvement du primaire: 38% et taux de scolarisation au secondaire de moins de 15%,
- Effectif de l'EFTP de moins de 5%.

Contexte

- **Côte d'Ivoire**
- (2008) 22 millions d'habitants; taux de croissance annuel de 2,9%.
- Taux d'achèvement du primaire de 46% ; taux de scolarisation au secondaire : 30 % au premier cycle et 15 % au second cycle ;
- 6% dans l'EFTP recevant un budget public (1,5% du budget global de l'état) équivalent à 7,5% du budget global de l'éducation (20,6% du budget de l'Etat).
- Seulement 30% des formés s'insèrent dans le marché du travail en 2002.

Contexte

Forte pression sociale en quatre catégories ou franges de population (données 2007)

- « 1^{ère} frange : 251.152 jeunes n'ayant pas achevé le niveau primaire ;
- 2^{ème} frange : 106.972 jeunes dont 55.812 jeunes qui abandonnent après avoir achevé le primaire et de 51.161 jeunes qui abandonnent en cours du secondaire général niveau 1 ;
- 3^{ème} frange: 50.840 jeunes dont 14.755 jeunes qui abandonnent après avoir achevé le secondaire général niveau 1 et 36.085 jeunes qui abandonnent en cours de secondaire général niveau 2 ;
- 4^{ème} frange: 50.000 ex- combattants et 20.000 ex-miliciens ».
- Ces franges 478 964 jeunes, soit plus de 9 fois les effectifs accueillis actuellement dans l'ensemble des établissements publics et privés.

Contexte

- **Burkina Faso**
- (2009) 16 millions d'habitants; taux de croissance de 3,1%; 60% ayant moins de 20 ans. 80% vivant en milieu rural.
- 96% d'emplois informels et 4% d'emplois formels.
- Taux de fréquentation du secondaire : 28% pour le 1^{er} cycle et 11% pour le 2nd cycle.
- 8% dans l'EFTP avec un budget de 9% du budget global de l'éducation.

Contexte

Les déperditions font ressortir que 331 845 jeunes burkinabé dans la tranche d'âge de 7 à 19 ans se retrouvent hors du système :

- 1^{ère} frange: 223 342 jeunes n'ayant pas achevé le niveau primaire ;
- 2^{ème} frange: 85 762 jeunes dont 49 238 jeunes qui abandonnent après avoir achevé le primaire et 36 524 jeunes qui abandonnent en cours du premier cycle ;
- 3^{ème} frange: 22 741 jeunes dont 14 394 jeunes qui abandonnent après avoir achevé le premier cycle et 8 347 jeunes qui abandonnent en cours du second cycle hors classe de terminale ;

Contexte

- **Bénin**
- 8,1 millions d'habitants en 2007; rythme de croissance de 3,2 % par an ; 58 % vit en milieu rural.
- Les jeunes âgés de moins de 15 ans représentent près de la moitié de la population (47 %).
- Le pourcentage de jeunes scolarisable augmentera de 33% d'ici 2017.
- Environ 9% des jeunes dans l'EFTP.

Contexte

- **Volonté affirmée des gouvernants de passer de moins de 10% à 50% dans les 5 à 10 prochaines années.**

Contexte

- Combien coûtera ces réformes ambitieuses ?
- Comment financer ces ambitions compte tenu des tensions et contraintes budgétaires que vit le secteur global de l'éducation ?
 - **Quels coûts calculons-nous ?**
- S'agit-il du coût de la formation ?
- Du coût du dispositif de formation ?
- Du coût de la formation et du dispositif ?
- Du coût prenant en compte l'efficacité externe ou efficacité c'est-à-dire le coût de la formation, du dispositif et de l'insertion ?

Les hypothèses de départ

- Lier efficacité et efficacité
 - La pertinence de la formation est au cœur de la problématique des coûts
- Prendre en compte toutes les dimensions des coûts
 - Seul un équilibre entre coûts d'investissement et coûts de fonctionnement peut rendre un dispositif de formation à la fois efficace et efficace

Les différents modes de calcul des coûts

- Un préalable: connaître la pertinence du dispositif analysé
- Elle passe par le partenariat effectif avec les entreprises
 - Elle appelle des moyens et outils de suivi des jeunes formés et qualifiés
 - Elle présuppose la prise en compte de l'insertion comme finalité de la formation
- Une condition: analyser le rapport entre structuration des coûts, cofinancement et efficacité

Les hypothèses de calcul des coûts

- Un préalable : apprécier la pertinence des parcours de formation/qualification
- Une condition sine qua non : chiffrer l'investissement immatériel ou le nécessaire coût du processus d'innovation
- Un choix stratégique : enrichir et diversifier les variables de la fonction coût

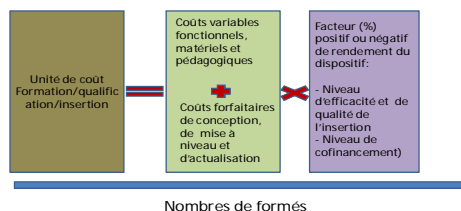
Les présupposés de modélisation de la fonction coûts de l'ETFP

- Une formation chère et efficace est moins coûteuse qu'une formation bon marché et inutile
 - le constat de la dégradation des acquis
 - l'absence de calcul du prix économique et social de la non insertion
- Une réforme ne se réduit pas à une adaptation de l'offre à la demande, elle est d'abord et surtout l'entrée dans un processus d'innovation et d'amélioration continues

Le schéma de modélisation proposé

Vers une approche stratégique et dynamique de l'unité de coût

Schéma de modélisation des coûts unitaires d'un dispositif de formation/qualification/insertion



Vers une approche coûts/financement efficace et soutenable

T_{eff} = taux d'efficacité

$P_{insertion}$ = pourcentage d'insertion

$P_{cofinancement}$ = pourcentage de cofinancement

$$T_{eff} = \frac{P_{insertion} + P_{cofinancement}}{2}$$

$Deg_{pert} = \text{degré de pertinence} (\text{coût unit de formation} + \text{coût de la non-insertion})$

$Deg_{pert} = (\text{Coût}_{unit_fonct} + \text{Coût}_{unit_mat} + \text{Coût}_{unit_immat}) \times (1 + 1 - T_{eff})$

Constat N° 1 L'intérêt et la validité du modèle proposé

- Le lien formation/qualification/insertion fait l'unanimité
- Il y a un fort intérêt sur la nécessité de budgéter le processus d'innovation comme le renforcement de capacités
- Il y a accord pour considérer la non insertion comme un coût réel, même s'il est à retardement

Constat N° 2 L'approfondissement nécessaire de la relation formation/insertion

- Les établissements ont pour devoir de savoir ce que deviennent les formés et donc d'instrumenter le suivi
- Ils ont pour charge de faciliter la relation formation / professionnalisation /insertion
- Les établissements devraient en conséquence posséder des services de facilitation et de suivi de l'insertion

Constat N° 3 La comptabilité analytique comme préalable du calcul des coûts

- Il n'y a pas de saisie possible des coûts réels sans comptabilité analytique
- Elle est indispensable tant au niveau central qu'au niveau des établissements
- Elle permet la transparence, le calcul des coûts de transfert et des gains d'efficacité
- Elle est la condition sine qua non d'une formule de financement pour améliorer l'efficacité et l'équité de l'allocation des ressources publiques

Constat N° 4 Le nécessaire accès à des ressources additionnelles

- Elles sont un des moyens pour sortir de la situation de pénurie actuelle
- Elles sont le gage de l'inscription de l'établissement dans son environnement économique et social
- Elles présupposent un mode de gestion autonome
- Elles ne doivent en aucun cas mettre en péril la mission de formation de l'établissement

Constat N° 6

Revoir les voies et moyens de l'orientation

- La majorité des emplois et occupations de l'économie des pays d'Afrique au Sud du Sahara sont de niveau employé/ouvrier
- Le dispositif actuel d'orientation est exclusivement ciblé sur les emplois de techniciens et de cadre moyen et supérieur
- La prise en compte de la pertinence de la formation exige une réflexion et des moyens d'orientation vers les métiers en tension et les métiers porteurs de niveau 5, 5bis et 4

Constat N° 7

Vers une reconnaissance et certification des dispositifs d'alternance, d'apprentissage et de professionnalisation

- Le système national de certification est ciblé sur les diplômes et non sur les qualifications acquises
- La non certification des dispositifs alternatifs est contraire au principe de la pertinence de la formation et de la qualification
- Le développement prévu de l'apprentissage et de l'alternance présuppose un nouveau cadre national de certification

Constat N° 8

Impliquer les partenaires économiques et professionnels

- Les référentiels et contenus actuels de formation sont trop éloignés du monde du travail
- L'augmentation de la pertinence de la formation/qualification suppose l'implication des partenaires économiques dans sa conception et mise en œuvre
- La branche professionnelle est le passage obligé pour la définition optimale des coûts de fonctionnement et d'investissement en rapport avec les besoins économiques et sociaux réels

Constat N° 9

Passer de la modélisation à l'opérationnalisation des coûts de formation

- Le but visé par la recherche: un système d'information sur l'ensemble des coûts
- Le premier effet en sera l'enrichissement de l'outil RESEN actuel (concept de coût global)
- Le deuxième effet en sera l'identification des sources de cofinancement du secteur (concept des marges d'expansion quantitatives et qualitatives de l'ETFP)

Constat N° 10

Repositionner les moyens et rôles du sous-secteur

- Sortir du mode de sélection par l'échec
- Redéfinir l'ETFP par rapport à ses enjeux économiques et sociaux
- Reconsidérer les dispositifs internes selon les concepts d'efficacité et de cofinancement
- Sortir de la dualité « voies instituées » et « voies alternatives »

Conclusions

Vers une restructuration du dispositif actuel

- Mettre en valeur les dispositifs les plus efficaces et les plus pertinents et en reconnaître les compétences et qualifications acquises
- Capitaliser et évaluer l'ensemble des parcours de formation et de qualification dans le cadre d'un sous-système piloté de manière coordonnée et partenariale

